

L'AVENIR DE L'EUROPE : UN POINT DE VUE FRANÇAIS

Intervention de Lionel JOSPIN au Collège d'Europe à Bruges

(le mardi 4 avril 2006)

Merci de m'avoir invité dans le cadre de votre semaine française.

Je ne viens pas ici en tant qu'expert de l'Europe. Ni en tant que détenteur d'une fonction de pouvoir ou d'autorité.

Je m'exprimerai comme un ancien responsable politique français et comme citoyen européen.

Mon exposé ne sera pas technique mais politique.

Il y a plusieurs interrogations à propos de l'Europe d'aujourd'hui : son modèle, son espace, sa capacité à résoudre ses problèmes. J'ai parlé dans un livre récent d'une « Europe incertaine ».

Il y a aussi des questions à propos de la France après le NON au référendum et au milieu du trouble social actuel : est-elle en crise ? Les Français ressentent-ils un malaise ? Se détournent-ils de l'Europe ?

Ayant pris un certain recul vis-à-vis de la politique française, ayant appelé à voter OUI au référendum constitutionnel mais comprenant certains raisons du NON, je ne suis peut-être pas, après tout, si mal placé pour essayer de réagir à vos interrogations.



A chaque fois que l'Union européenne connaît des difficultés, a du mal à conduire une nouvelle étape, le pessimisme déferle ; on la voit presque menacée de se défaire, comme si l'immobilité lui était fatale et comme si la simple stagnation était la négation même de son être.

C'est excessif mais assez logique. L'Europe n'a pas l'évidence, la consistance d'une nation, elle est une construction politique. On parle de la « construction européenne ». On ne parlerait pas d'une construction américaine. Pour reprendre l'expression de Sartre, chez elle, « l'existence précède l'essence ». C'est pourquoi je veux d'abord relativiser les sombres humeurs actuelles, et rappeler que l'Europe est.

1. Historiquement, l'Europe est sans doute une des plus grandes réussites du XXe siècle.

- Elle n'est plus la puissance dominante ; d'autres civilisations, d'autres moteurs se sont mis en marche ;

- Mais elle est un ensemble où la vie est enviable, comparée aux autres ;

- Elle est la construction la plus originale et la plus pérenne du dernier siècle ;

- Elle est potentiellement un modèle (si elle sait lui rester fidèle) ;

- Elle garde un poids et de l'influence dans le monde ;

- Elle a peu d'ennemis (à part les terroristes et les fanatiques, qui de toute façon haïssent tout le monde) ;

- La diminution de son poids relatif est moins le signe d'un déclin que la conséquence logique de l'entrée en masse dans le processus de développement d'autres pays, en particulier les plus grands (Chine, Inde) ;

- Malgré la non adoption du Traité constitutionnel, ses institutions fonctionnent, l'élargissement est fait, elle a adopté son budget pour 2007 / 2013 (même insatisfaisant). Elle vient de prendre des décisions très importantes, par exemple sur Galiléo. Elle est sans doute en panne, elle n'est pas en péril.

2. L'Europe connaît une panne.

• Cette panne est d'abord institutionnelle, en raison du NON au référendum.

- Il n'y avait, bien sûr, ni plan B, ni plan C. On se rapproche d'une année après le 29 mai 2005 : il n'y a pas eu de crise salutaire, pas de printemps des peuples, pas de sursaut salvateur. Pas même de compromis. On reste avec le Traité de Nice.

- L'hésitation actuelle sur la question du Traité est logique. Les pays qui ont ratifié n'ont pas envie de renégocier (ex. l'Allemagne). Les pays qui ont dit NON ne vont pas faire revoter leur peuple sur le même texte. Et puis, il y a ceux qui n'ont pas encore décidé (ex. Grande-Bretagne) et qui ne sont pas pressés de le faire.

- C'est pourquoi je crois que la voie d'une relance par l'institutionnel est provisoirement bouchée, même s'il faut en explorer les voies par des contacts entre les gouvernements.

• Ce « blocage », je comprends qu'il soit tentant de l'imputer à la France, aux Français qui ont voté NON, aux responsables politiques français qui n'ont pas su les convaincre de voter OUI.

- Cette responsabilité existe ;

- J'aurais personnellement préféré une ratification par la voie parlementaire. En raison de la longueur et de la complexité du texte et de l'impopularité du pouvoir, je craignais le NON ;

- Mais les Français se sont exprimés librement, et ils ont dit NON ;

- Ils ne sont pas les seuls (les Hollandais). Et pensez-vous que les Anglais auraient dit oui, s'ils avaient été consultés ? Sûrement pas. Et les Allemands, s'ils avaient voté ? Peut-être pas. Sans parler des Polonais...

Arrêtons-nous un instant sur la situation de la France. Il est vrai qu'elle n'est pas dans une bonne phase et que l'humeur collective n'est pas positive, ni optimiste. Cela a joué sur le vote.

Pourquoi cette situation ?

• Pour moi, il ne s'agit pas de raisons structurelles ou de causes objectives.

- Je ne crois pas qu'il y ait un « déclin » de la France ou une difficulté particulière de mon pays à s'adapter à la mondialisation

- Sous mon gouvernement (1997-2002), nous avons connu des années de croissance, de baisse du chômage, de progrès sur les grands indicateurs économiques ; le pays était plus confiant, même s'il y a eu des problèmes à la fin.

- Les problèmes d'intégration, d'insécurité, d'interrogations sur l'identité, on les retrouve ailleurs en Europe (avec des manifestations souvent semblables). La France est un des pays où la natalité est la plus forte, ce qui est un signe positif.

- Le fait de peser moins en Europe, après l'élargissement est relatif et valable aussi pour d'autres. C'est l'état d'esprit qui diffère : voit-on à l'élargissement plus d'opportunités ou plus de risques ? C'est la seconde approche qui domine en France aujourd'hui.

• La raison du trouble français est, à mon sens, conjoncturelle et politique.

Elle est due au déroulement du cycle politique ouvert par la dernière élection présidentielle.

- L'élection présidentielle est en principe en France l'élection la plus importante, celle qui structure la vie politique. Elle se tranche généralement sur des questions simples : la gauche / la droite, le changement / le refus du changement, ce président / et non pas tel autre.

- L'élection de 2002 n'a pas fait sens :

= le 1^{er} tour a été littéralement insensé,

= le 2^{ème} tour a pris un sens à la fois logique et étrange, une sorte d'allégorie antifasciste. Le Président a obtenu plus de 80 % des voix, ce qui aurait dû lui créer des obligations particulières.

= le Président réélu et les gouvernements qu'il a choisis n'ont pas fait la politique des 82% mais celle des 19 % obtenus au 1^{er} tour, laquelle n'a pas fait l'objet d'un débat. Il n'y a même pas eu de gestes symboliques pour montrer qu'on présidait (et gouvernait) pour les 80%. À part la position sur l'Irak qui, un temps, a masqué le malentendu.

- Or, la politique conduite par le gouvernement actuel ne peut convenir à la France.

- La France peut être conservatrice, ou enfiévrée, mais elle a la passion de l'égalité. Or, la politique conduite est, dans ses actes comme dans ses symboles, profondément inégalitaire. Elle est donc mal acceptée, d'autant plus qu'elle est inefficace.

• C'est dans ce cadre que peut se comprendre le très révélateur et important conflit social du CPE.

- Dans un contexte économique et social peu favorable, où la crainte de la précarité progresse, les jeunes et les syndicats ont eu le sentiment que le gouvernement surenchérisait sur la précarité et qu'il voulait passer en force (deux ans d'essai, licenciement sans justification).

- Pourquoi la jonction entre jeunes (surtout étudiants) et syndicats ?

= Pour des raisons de comportement (pas de négociation, négation de la loi)

= Pour des raisons de fond : après le CNE pour tous dans les entreprises de moins de 20 salariés, le CPE pour les moins de 26 ans dans toutes les entreprises pouvait faire craindre une généralisation de la règle de non justification.

= Une fois le conflit lancé, le gouvernement n'a jamais cherché le compromis mais a parié sur l'essoufflement

= D'où la longueur du conflit qui connaît une nouvelle étape aujourd'hui.

On ne peut que souhaiter que les autorités cessent de louvoyer et retirent un projet mort-né.

Il est nécessaire que la France surmonte cette crise, règle ses problèmes et retrouve un Pouvoir qui ait la confiance de la population, car la France a besoin d'être à l'aise avec elle-même (comme nation) pour jouer pleinement son rôle en Europe, c'est-à-dire sans crainte, ni arrogance excessive.

3. Ceci me ramène à l'Europe, à son présent et à son avenir.

- Je le redis : l'Europe est une construction politique conduite par des nations.

= Elle n'est pas une simple confédération. De nombreux transferts de compétence et des délégations de souveraineté ont été opérés. Elle a des organes de caractère fédéral.

= Mais elle n'est pas un Etat fédéral, sous l'autorité duquel disparaîtraient les nations et vivraient des Etats fédérés. L'Union européenne n'est pas les Etats-Unis d'Europe.

• Les nations, les Etats nationaux sont essentiels car ils restent le lieu :

- De la démocratie et de la vie politique (même s'il existe une vie politique de l'Union) ;

- De l'identité commune pour les citoyens ;
- De l'expression de la volonté populaire ;
- Des solidarités sociales et intergénérationnelles ;
- Du « nous » par rapport aux « autres » (même s'il faut combattre toute xénophobie et tout nationalisme).

C'est pourquoi :

- La santé de l'Europe, c'est aussi la santé de ses nations. Quand la situation est difficile en France, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Pologne mais aussi dans d'autres pays, il est logique qu'il existe des problèmes en Europe. Les choix politiques nationaux, les difficultés surmontées ou au contraire les problèmes d'identité non résolus, le climat des peuples restent décisifs pour la dynamique ou pour l'essoufflement de la construction européenne.

Les responsables politiques nationaux doivent assumer leurs responsabilités et ne pas se défaire sur l'Europe quand ils rencontrent des obstacles.

- Symétriquement, la construction européenne ne doit pas sous-estimer les réalités et les permanences nationales.

- Elle doit bien choisir les nouveaux secteurs ou espaces où l'exigence de politiques communautaires est bien comprise par les peuples (sécurité maritime, sécurité sanitaire, lutte contre la criminalité et le terrorisme, protection de l'environnement, infrastructures, grands projets scientifiques et industriels, etc.)

- Elle doit se garder des règlements trop uniformisants chaque fois que l'on touche à des systèmes, à des modes de vie, à des traditions où s'enracinent et où se vivent les identités si diverses des peuples. Sinon, ceux-ci s'irriteront de ses interventions et le désamour se poursuivra.

- Elle doit veiller à être elle-même une source d'identité et d'affirmation.

- Les peuples accepteront des transferts de souveraineté, s'ils ont le sentiment que cela se fait vers une autorité elle-même « souveraine », c'est-à-dire qui croit en son modèle et le défend, qui affirme sa personnalité sur la scène internationale.

- Ils se détourneront —ou se désintéresseront— de l'Europe, si celle-ci tend à se fondre dans la mondialisation, en subissant passivement les normes.

- Si les peuples ont l'impression d'une double dissolution : de leur nation dans l'Europe et de l'Europe dans la mondialisation, il y aura danger pour nos équilibres nationaux et européens. L'Europe doit rassurer et non pas inquiéter.

4. Les pistes pour mieux assurer l'avenir de l'Europe me semblent être les suivantes :

- Faire de l'Union une zone de croissance soutenue. Nous ne sommes pas des économies en rattrapage de développement (sauf peut-être à l'est). Mais nous ne devons pas nous résigner à être une zone de croissance faible. Seront déterminants à cet égard :

- Les choix de politique nationale ;

- La coordination des politiques économiques ;

- Une intelligente « policy mix » en collaboration avec la Banque centrale ;

- L'intégration de l'économie et de l'écologie ;

- Le choix délibéré de la science et de la technologie, comme moteurs du développement.

- Nous adapter par le haut à la mondialisation

- L'Union européenne s'est beaucoup plus ouverte sur l'extérieur que les Etats-Unis et le Japon ;

- Elle doit défendre sans complexe ses intérêts économiques et commerciaux, en particulier face aux très grands pays aux bas salaires et à l'espace protégé par l'Etat (Chine, Inde par ex.)

= Nous ne devons pas chercher l'alignement vers le bas de nos systèmes sociaux et de notre droit du travail, car nous fragiliserons nos sociétés sans renforcer nos économies ;

= Nous devons accroître très fortement les efforts nationaux et le budget communautaire en faveur de la recherche et de la technologie (pour faire du 3 % du PIB un plancher). C'est notre atout potentiel dans la compétition mondiale.

- Réussir l'élargissement

- Économiquement, aider les nouveaux pays membres à rejoindre les standards européens et à rattraper leur retard. Sinon, ils pèseront sur le niveau de l'ensemble, et ils pousseront à l'alignement vers le bas. De ce point de vue, le budget adopté pour 2007 / 2013 n'est pas un bon signe. Il sera utile de le revoir comme prévu, vers 2008-2009 ;

- Politiquement, je ne crois pas à une Europe des cercles, avec une hiérarchie de ses membres. Dans l'Union, il ne peut y avoir des membres de second rang. Aucun pays membre ne peut assigner sa place aux autres membres. L'égalité est de droit. Je crois plutôt à ce que j'appellerais l'Europe des moteurs (des dynamiques), où des pays se regroupent volontairement autour de projets ou de politiques particuliers de coopérations renforcées (grands projets industriels, politique de défense). L'Europe est déjà à géométrie variable (Schengen, l'Euro...) ;

- Géographiquement, il faut dire quelles sont nos frontières. C'est vrai que l'Union a toujours bougé, mais nous arrivons à des zones sensibles. Ne pas laisser peser l'hypothèse turque. La décision à prendre est pour dans 10 ou 15 ans. Ayons le débat sans a priori sur le OUI ou le NON à la demande d'adhésion. Mais indiquons clairement à nos opinions publiques que la Turquie ne pourra entrer dans l'Union que si son système politique, ses valeurs, l'organisation de sa société, sa façon d'affronter ses problèmes intérieurs et ses relations avec ses voisins sont compatibles avec les nôtres. La Turquie devra beaucoup changer pour que nos peuples acceptent qu'elle entre dans l'Union.

- Affirmer l'Europe dans la politique internationale

- L'Union est reconnue internationalement, particulièrement dans l'ordre économique et marchand. Elle pèse dans les relations et négociations internationales (à l'OMC bien sûr et ailleurs) -elle et ses pays membres-.

- Son influence politique est réelle et ses membres sont présents, en particulier pour seconder les efforts des Nations Unies dans beaucoup de points chauds de la planète.

- Elle a commencé à se doter d'une politique extérieure et de sécurité commune avec des instruments adéquats.

- Mais elle s'est divisée sur des grands conflits (l'Irak) et elle ne sait pas toujours définir une politique unifiée à propos des Etats-Unis, de l'exercice de leur puissance et de leur tentation unilatéraliste.

- S'affirmer plus pour l'Europe comme puissance non dominante, c'est :

= croire en son modèle ;

= défendre fermement ses intérêts ;

= épanouir ses liens avec les pays du sud.

Mais c'est aussi réfléchir davantage aux efforts qu'elle est prête à consacrer à sa sécurité et aussi à la lutte contre les déséquilibres mondiaux, y compris au plan de sa défense.

- Je termine par la question institutionnelle que la non ratification du Traité constitutionnel a laissée en suspens.

- Je reste attaché à l'équilibre du « triangle institutionnel ». Qu'en est-il du fonctionnement de celui-ci ?

= le Parlement européen a, me semble-t-il, affirmé son rôle. Certes, il n'est pas un Parlement classique, détenteur de la souveraineté populaire, dégageant une majorité et une opposition et contrôlant un pouvoir exécutif. Il est plutôt le lieu d'expression de la diversité européenne, mais il sait maîtriser ses débats et s'est montré à plusieurs reprises pertinent au cours des dernières années. Il faudra le faire encore évoluer pour qu'il incarne mieux la démocratie en Europe.

= La Commission a perdu de son autorité et de son influence. Personne depuis Jacques Delors ne s'est pleinement imposé à sa tête. Trop nombreuse, sans fortes personnalités, trop influencée par l'idéologie libérale et mondialiste, elle manque d'esprit d'initiative et semble ne plus bien savoir ce qu'est « l'intérêt général européen » qu'elle a pourtant vocation à incarner. Son nombre, sa composition, son mode de sélection devront être revus.

= Le Conseil européen est paralysé par son mode de fonctionnement, par son incapacité à définir des orientations générales, par sa difficulté à réaliser des compromis, par l'égoïsme de certaines grandes nations et leur manque d'initiatives et de propositions. Revoir la façon de vivre du Conseil dans une Europe très élargie est un besoin impérieux.

- Cela impliquera de reprendre le travail de réforme institutionnelle. Ce sera, sans doute, difficile à court terme.

= Il faudra pourtant le reprendre, car c'est nécessaire pour le fonctionnement efficace de l'Union européenne ;

= Mais le peut-on ?

- Faire revoter le même texte n'est pas imaginable ;
- Elaborer un nouveau Traité par exemple sans la partie III ? Les pays de l'Est n'en veulent pas. Cela suffirait-il en France ? Ce n'est pas sûr.
- Choisir le « cherry picking » suggéré par les Anglais. C'est sans doute le plus pertinent. Même si ce Traité ne doit plus être une Constitution.

CONCLUSION

- Nous devons être fiers de ce que l'Europe a déjà construit en un demi siècle ;
- Nous devons être en même temps conscients des difficultés et des défis auxquels l'Union est confrontée ;
- Elle ne risque pas l'effondrement économique mais, peut-être, la maladie de langueur ;
- Elle n'est pas, du moins aujourd'hui, menacée par la tragédie, mais elle pourrait l'être par la médiocrité ;
- Elle doit éviter le technocratisme ou le confinement de l'idéal européen dans le vase clos des élites ;
- L'Europe doit avoir un idéal et le faire partager par ses peuples ;
- Elle doit continuer à faire vivre son principal moteur : le consensus ;
- Mais elle ne se projettera en avant qu'autour de politiques inspirées par la volonté.